

Bureau de dépôt:
BRUXELLES X
N° de client
P912345

ORGANISE-TOI



PB-PP1B-01637
BELGIE(N)-BELGIQUE

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

TRIMESTRIEL N°4 - FÉVRIER 2018



ENQUÊTE

**LES CENTRES
COMMERCIAUX,
CONCEPT-STORES
DE LA PRÉCARITÉ**



SOMMAIRE

Ont participé à ce numéro:
Antoine, Amine, Jihad, Margaux, Marco,
Mehdi, Serge, Trang.

- P. 3 L'ACTU STOP RÉPRESSION
- P. 4 COLLECTIF DES COURSIER·E·S,
DE LA LUTTE À LA COOPÉRATIVE.
- P. 6-11 ENQUÊTE: LES CENTRES COMMERCIAUX,
CONCEPT-STORES DE LA PRÉCARITÉ?
- P.12 MON RETOUR EN PALESTINE
- P. 13 VERVIERS, COMMUNE HOSPITALIÈRE:
LA VICTOIRE D'UNE PREMIÈRE ÉTAPE.
- P. 14-15 BD: ANATOMIE DE LA PIEUVRE LOBBYISTE



JEUNES ORGANISÉS COMBATIFS ? UN MOUVEMENT POUR ET PAR LES JEUNES !

COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes un mouvement antisexiste, antiraciste et anticapitaliste qui s'organise à la base, par groupe selon la région ou les affinités.

Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale: tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

CE QUE L'ON FAIT

Pour ne pas rester isolé·e·s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour décrypter l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des cinés-débats, des soirées, des formations, etc...

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

Ne nous laissons pas rabaisser constamment, organisons-nous pour affirmer notre dignité et faire entendre notre voix !

CE QUE L'ON VEUT !

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun·e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun·e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs·trices et des travailleurs·euses

Nous sommes convaincu·e·s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé·e·s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.



MANIFESTATION CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES, TOUS-TES À BRUXELLES CE 15 MARS 2018 !

Depuis 7 ans, déjà, la campagne Stop Répression appelle à manifester le 15 mars à l'occasion de la Journée internationale contre les violences policières. Lors de ce 15 mars 2018, nous dénoncerons, une fois de plus, la répression qui s'abat sur les mouvement sociaux et sur les classes populaires. Tant qu'il le faudra, nous dénoncerons aussi le racisme d'État que subissent les personnes racisées, noires, arabes, musulmanes et sans-papiers, cibles prioritaires de ce système répressif.

La répression et le racisme sont aujourd'hui assumés sans complexe par les droites qui gouvernent à la tête de l'État. Ils n'ont à offrir qu'une politique de plus en plus autoritaire qui stigmatise, divise et contrôle la population afin de nous imposer leurs politiques austéritaires. L'arsenal de mesures restrictives prises par le Gouvernement dans le cadre de l'antiterrorisme est plus qu'inquiétant :

- La déchéance de nationalité belge envers des binationaux,
- Le déploiement de 1800 militaires dans les grandes villes,
- Le rallongement des détentions préventives de 24h à 48 h,
- Plus de 100 000 contrôles de résidence, dans principalement 4 communes de Bruxelles et ce uniquement pour l'année 2016, dans le cadre du « plan canal » et la fermeture d'énormément d'associations musulmanes,
- La loi dite « de déportation » qui permet d'expulser des « étrangers » vivant légalement en Belgique.

On constate aussi un renforcement des mesures prises contre les migrants sans-papiers, une hausse des contrôles dans les transports, une hausse des expulsions et des arrestations. Récemment, le harcèlement des personnes sans-papiers au parc Maximilien et le tir au flash-ball sur le groupe *La Voix des Sans Papier* de Bruxelles, ainsi que la loi permettant les rafles à domicile, sont de criants exemples de la façon dont ce gouvernement agit.

Quand Jambon déclare vouloir « nettoyer Molenbeek » et Francken « nettoyer le parc Maximilien », quand des lois visant spécifiquement des catégories de la population sont votées, quand les droits et libertés fondamentales se réduisent, comment ne pas se sentir dans un État d'exception permanent ?

Face à ces lois et agissements, ce sont les principes constitutifs de nos démocraties, auparavant chère à la famille libérale, qui sont remis en cause : l'égalité devant la loi, la séparation des pouvoirs, la présomption d'innocence, le respect de la constitution et des droits fondamentaux.

Ce 11 novembre 2017, lors de la victoire du Maroc en football, de supporters et des familles ont été repoussées de la Bourse à coup d'autopompes vers les quartiers desquels sont issus la plupart des Marocains d'origine. Comme d'habitude au contact des populations racisées, la police a usé de provocation afin d'échauffer une foule déjà agacée par les actes de racisme et d'injustice quotidiens. Ces événements sont utilisés par les autorités

pour justifier toujours plus de polices et permettre l'acquisition de nouvelles armes, comme les flash-balls et les tasers, pourtant extrêmement dangereuses.

L'État saisit la moindre occasion de militariser sa police. Il utilise de nouveaux moyens répressifs d'abord envers des « étrangers » ne pouvant pas revendiquer leurs droits, ensuite envers les catégories les plus fragilisées de sa propre population. Sachant cela, nous revendiquons que cette manifestation ait lieu sans présence policière visible.

Revendiquons des réponses sociales aux problèmes socio-économiques, plutôt que l'unique réponse répressive !

Face à l'instrumentalisation de la peur et à l'arbitraire, face à l'État et à son racisme, faisons bloc dans la rue ce 15 mars 2018 et organisons-nous pour la suite !

Organisateurs : Jeunes Organisés & Combatifs, Mrax, Coordination des Sans-papiers de Belgique, ESG Asbl, Bruxelles Panthères, Comité des Parents contre les Violences Policières à Molenbeek

Pour plus d'infos et signer l'appel : www.stop-repression.be



SUR FACEBOOK:
« Journée internationale
contre les violences policières »



COLLECTIF DES COURSIER·E·S, DE LA LUTTE À LA COOPÉRATIVE.

Ce mercredi 7 février, le collectif des coursier·e·s organisait un grand apéro pour lancer une coopérative de livraison. Nous en avons profité pour les rencontrer. Ce sont des livreurs expérimentés entre 21 et 32 ans. Ils sortent de trois mois de lutte contre Deliveroo et nous ont raconté l'expérience qu'ils ont vécue avec le Collectif ainsi que leur projet de coopérative.

Fin octobre 2017, Deliveroo annonce la fin de sa collaboration avec la Smart qui offrait un contrat de travail aux coursier·e·s. Elles et ils se retrouvent obligés désormais de devenir indépendant·e·s. Comment la mobilisation a-t-elle démarré ?

– Daniele: Après la conférence de la Smart sur la rupture avec Deliveroo, les médias ont commencé à bouger. Le collectif était en mode stand-by, mais il y avait une envie de faire quelque chose. On s'est rencontré et on est devenu un groupe fonctionnel assez vite, chacun a apporté ses caractéristiques et son réseau.

– Douglas : Notre première réunion a duré 6 heures. C'était long, mais on a réussi à s'accorder. On a discuté du plan de revendications, on a élu des représentants pour les négociations ainsi que des porte-paroles. Deux jours après, on lançait notre première action.

Le 24 novembre, le collectif organise un rassemblement avenue Louise. Pour Deliveroo, les livreur·euse·s doivent passer indépendants à partir du 31 janvier 2018. Le collectif dénonce la formule de paiement à la course, la diminution de leur revenu et la fin de l'assurance accident qu'ils avaient avec le système Smart. Il rentre en négociation avec la direction.

– Daniele: On a contacté la Critical Mass de Bruxelles (un rassemblement de cyclistes qui a lieu chaque mois). Ils sont venus avec nous jusqu'au siège de Deliveroo. Les médias se sont intéressés à nous et à partir de là, on n' a plus eu trop de problèmes pour se faire entendre. Les syndicats sont venus aussi. On a surtout collaboré avec la CNC et la CSC Transcom.

– Douglas: On a tout de suite revendiqué un statut de salarié vis-à-vis de Deliveroo. Il y a eu des discussions au début. Un premier jet de nos revendications visait à réglementer le système des indépendants, mais on s'est rendu compte que c'était un autre combat. Revendiquer le statut de salarié c'était osé. Par exemple, au CLAP (le collectif parisien des livreurs) ils ne le revendiquent pas alors qu'ils ont une communication plus radicale que nous. Cela nous a sûrement permis le soutien des syndicats. Certains nous ont traités gentiment de fous, que cela leur rappelait les batailles qu'ils faisaient à l'époque. Après notre première action, on a envoyé un email public et privé à Deliveroo pour demander une rencontre avec la direction. Et ce qui est assez rare dans l'économie de plate-forme, ils nous ont répondu. On était reconnu comme des interlocuteurs légitimes, mais on ne se faisait pas d'illusion. La réunion a eu lieu le 11 décembre. On leur a soumis notre requête: laisser le libre choix aux coursiers entre être payés à la course ou bien de l'heure, être travailleur indépendant ou bien salarié via la Smart.

– Sylvain: Les négociations ont les a vécues comme un gros foutage de gueule. Tout tournait autour du cadre légal, de ce qui était possible ou pas. À la fin, ils nous ont proposé un genre de loterie : un essai pour devenir indépendant avec un petit revenu garanti de genre 300 euros. C'était n'importe quoi. Si on acceptait l'essai gratuit, on avait droit à un nouvel équipement de sécurité, un casque et des lumières qui n'éclairaient même

pas. Je pense que Deliveroo ne s'attendait pas à autant de mouvement et de soutien aussi bien des coursiers, de l'opinion publique, des politiques et des syndicats. Ils ont voulu faire comme d'hab, nous tutoyer pour faire passer le truc: *tout est cool, c'est pour ton bien. Et si ça te plaît pas, tu arrêtes, personne ne t'écouterait et ça n'aura aucune portée contre nous.* Ils ne se sont pas rendus compte de la fronde contre eux.

Le collectif organise la riposte pour augmenter la pression. Un rassemblement est organisé à Bailli le 8 janvier. Suite à l'échec des négociations, le collectif appelle désormais à la grève. Est-ce que ça a été un moyen efficace?

– Vincent: On a distribué des flyers aux coursier·e·s pour leur expliquer la grève. Dans le système des plateformes, tout le monde est individualisé. On n'avait pas d'autre moyen de contacter les livreurs. Avec la grève du 8 janvier, on a grandi nos forces.

« LA GRÈVE EST UN MOYEN DE LUTTE QUI NOUS PARAÎSSAIT IMPOSSIBLE, MAIS À PARTIR DU MOMENT OÙ TU AS UN GROUPE QUI SE CONNAÎT ET QUI FONCTIONNE, ON PEUT REPRENDRE LES VIEILLES MÉTHODES.

– Douglas: La grève est un moyen de lutte qui nous paraissait impossible, mais à partir du moment où tu as un groupe qui se connaît et qui fonctionne, on peut reprendre les vieilles méthodes. Il y a quand même des limites. Lors de la 2em grève qu'on a organisée le 20 janvier, on a vu des livreurs qui travaillaient alors qu'ils avaient participé à la première. Ils nous ont dit qu'ils avaient simplement besoin de tune. On a eu l'idée alors de lancer une caisse de grève qui a bien fonctionné. On a pu défrayer les grévistes. Cela

nous a vraiment aidés. Mais bon de l'autre côté, Deliveroo pèse deux milliards d'euros. Ils peuvent se permettre de s'en foutre. La grève pourrait avoir plus de sens à un niveau européen avec tous les collectifs qui se mobilisent comme nous.

Dans une carte blanche parue dans la Libre Belgique le 25 janvier, le patron de Deliveroo, Mathieu de Lophem, dénonce être « victime d'un petit groupe d'agitateurs » et il affirme offrir aux livreur·euse·s le « travail souple et bien rémunéré qu'ils demandent ». Vous sentiez-vous légitimes en tant que collectif pour représenter les livreurs?

– D: Deliveroo présente les coursiers comme une main-d'œuvre non qualifiée. Alors que c'est un travail qui a plusieurs niveaux. Livrer, c'est élémentaire OK, mais il y a aussi la façon de le faire. Il faut organiser ses shifts. Il faut savoir comment être rentable pour toi et la boîte, comment s'épargner et comment négocier les droits auxquels tu as droit... ce n'est pas évident. Les jeunes de 20 ans qui débarquent et qui rencontrent les managers de la start-up super cool, ils ont du respect et croient la direction à la lettre. C'est du brainwashing.



– Douglas: Pour Mathieu de Lophem, il y a 3000 livreurs Deliveroo et le collectif n'en représente que 250. Les chiffres de la direction ne nous semblent pas crédibles. Pour eux, si tu fais une course ou si tu es simplement inscrit à la plateforme, il te compte comme livreur. On en connaît combien qui se sont inscrits juste pour avoir la veste et la batterie de smartphone externe qu'ils te fournissent ? Plein.

– Vincent: Le collectif, en terme de commande, est ultra représentatif. Un coursier qui travaille pendant 2 ans 40 h/semaine est plus légitime qu'une personne qui fait une course pour gratter la batterie.

Lors des rassemblements organisés par le collectif bruxellois, des coursier·e·s hollandai·se·e, italien·ne·s, français·e·s ont fait le déplacement pour venir les soutenir. Un membre parisien du CLAP leur suggère alors d'occuper le siège de Deliveroo. Le 24 janvier au soir, elles et ils sont une quinzaine à rentrer dans les bureaux de l'entreprise à Ixelles.

– Vincent: En réunion, on passait en revue les moyens d'action qui nous restaient à disposition. L'occupation a été proposée. Je n'étais pas convaincu. Je pensais que ça allait durer 30 minutes et qu'on allait avoir l'air ridicule. Finalement la majorité du collectif était partante. On a été sur place et on est resté 48 heures. On a eu les menaces habituelles : huissiers, polices. Mais rien. Ils ont fait profil bas. Peut-être qu'ils ne voulaient pas qu'on enquête sur leur lieu de travail...On aurait pu rester là-bas jusqu'à aujourd'hui.

– Douglas: Seul un gars du marketing est resté pendant l'occupation. Pendant qu'on débattait tranquillement avec lui, le gars a sorti un communiqué de presse pour dire qu'on était intimidant avec le personnel. Ils ont ensuite viré les syndicalistes présents et là c'est devenu un peu plus tendu.

– Vincent: Ils voulaient nous provoquer à la faute, nous faire passer pour des agitateurs violents. On a gardé notre sang-froid malgré la fatigue et la pression.

– Daniele: On a décidé qu'on partirait des locaux seulement si on obtenait un rendez-vous avec la direction de Deliveroo et Charles Michel. Les syndicats ont traduit notre proposition et on a eu la promesse d'une rencontre de conciliation avec le cabinet du ministre du Travail Kris Peeters. On s'est fait balader, la conciliation n'a finalement servi à rien. Et puis, on a vu dans les journaux qu'on n'était même pas reconnu comme étant présent à la négociation. Les journalistes ne parlaient que des syndicats pas du collectif. On s'est senti effacés du combat.

Début février, la Région bruxelloise à travers son ministre de l'économie, D. Gosuin, dénonce le comportement de Deliveroo et du gouvernement fédéral. Le ministre bruxellois met alors sur la table plus de 600 000 € via des appels à projets pour « booster des plateformes coopératives qui font primer la finalité sociale sur la financière ».

– Daniele: On a eu une rencontre avec Didier Gosuin. En gros, il nous a dit que la situation n'allait pas s'améliorer avec Deliveroo. Il est impossible pour nous actuellement de travailler dignement comme livreur. Il y a 600 personnes super compétentes qui n'ont pas envie de s'auto-exploiter en tant qu'indépendant. On va répondre à l'appel à projets de la région bruxelloise. Il est urgent de proposer une alternative locale et éthique, de faire marcher l'intelligence collective. On veut mettre en place un fonctionnement le plus horizontal possible, écrire une charte des livreurs.

– Douglas: L'idéal coopératif se répand partout en Europe dans les collectifs de coursiers. D'ailleurs, les Français ont déjà développé une application open-source, CoopCycle qui est directement utilisable par les coopératives de livreurs à vélo.

**« IL EST URGENT DE PROPOSER
UNE ALTERNATIVE LOCALE ET
ÉTHIQUE, DE FAIRE MARCHER
L'INTELLIGENCE COLLECTIVE. »**



ENQUÊTE

LES CENTRES COMMERCIAUX, CONCEPT-STORES DE LA PRÉCARITÉ

JEAN-BAPTISTE André Godin (1817-1888)

1. DOCKS BRUXSEL, DE L'UTOPIE SOCIALISTE AU MIRAGE NÉO-LIBÉRAL.

Le 19 octobre 2016, Yvan Mayeur, alors bourgmestre de Bruxelles, inaugure un nouveau centre commercial innovateur, le Shopping District Docks Bruxsel. Il se félicite de la « saine émulation » que va créer ce projet. On ne comprend pas trop alors de quelle émulation il parle. Ce n'est que plus tard, après avoir rencontré des permanents syndicaux du secteur que l'on comprendra que l'émulation en question à avoir avec l'organisation d'une concurrence entre centres commerciaux qui pousse à toujours plus de flexibilité et de précarité pour les travailleurs.

Fin décembre, on se décide à aller voir les Docks, ils se situent sur une ancienne friche, le long du canal. En arrivant dans la cour du centre commercial, on est un peu surpris. Des noms accompagnent nos pas sur le sol. Sur une poutre de métal incrustée entre les pavés, on retrouve gravés les patronymes de Charles Fourier et Robert Owen.

Ce sont des socialistes utopiques qui au 19^{ème} siècle ont fortement critiqué la société industrielle et capitaliste qui se développait. Et ils ont surtout imaginé et réalisé des communautés idéales, d'inspiration communiste ou libertaire. Pourquoi donc rend-on hommage à ces penseurs dans ce temple de la consommation ? C'est que l'histoire du site industriel sur lequel sont bâtis les Docks n'est pas tout à fait comme les autres friches qui le bordent.

Jusqu'en 1968, on y fabriquait les fameux poêles Godin du nom de l'industriel qui les inventa. Jean-Baptiste André Godin est lui aussi un innovateur. Il démocratise la cuisinière et le chauffage au poêle par l'utilisation de la fonte. Issu du monde ouvrier, il fait fortune mais reste attaché à son milieu populaire. Il dénonce l'injustice, les bas salaires et les longues journées de travail. Il est particulièrement marqué par la question du logement et se promet de résoudre ces problèmes avec les moyens que lui permettrait le développement de son industrie.

En 1846, il se rallie aux idées de Fourier et finance les projets des utopistes qui veulent s'installer au Texas pour y développer une colonie égalitaire. Contrairement à la figure du chef d'industrie paternaliste, Godin veut répartir de manière équitable les bénéfices de l'entreprise aux ouvriers. Son projet comprend la transmission du capital aux ouvriers ainsi qu'un système de protection sociale basée sur la solidarité et la mutualité.

Sa plus grande réalisation se trouve à Guise dans le nord de la France. Les ouvriers construisent autour de l'usine un familistère. Pensé par Fourier, le familistère est un bâtiment monumental où s'organise la vie communautaire autour d'une cour centrale. Godin fait également construire un familistère à Bruxelles à côté de son usine. Les ouvriers et leurs familles peuvent désormais loger dans un habitat salubre, éclairé et avec l'eau chaude. Il met en place un système de crèche, d'école gratuite et de caisse de mutuelle pour faire face aux intempéries de la vie. Le système inventé par Godin n'est pas parfait, loin de là. Son système de répartition des bénéfices qu'il veut faire reposer en partie sur le talent se bute, selon ses propres dires, sur « l'instinct profondément égalitaire du prolétariat ». Lors des votes organisés pour définir la répartition, « les ouvriers ont tendance à s'entendre pour voter pour les moins payés de façon à réduire les inégalités de salaires ».

Un demi-siècle plus tard, sur les ruines de l'expérience Godin, le Shopping District des Docks fait lui aussi figure de modèle utopique, mais ici le nouveau projet ce n'est pas l'émancipation de la classe ouvrière. On se balade un peu dans un Docks semi-désert, tout est propre et tout le monde est souriant. Surveillé par les caméras et les vigiles, on se sent en sécurité. La vitrine est impeccable. Nulle trace de l'exploitation à la source de la marchandise, nulle trace de la souffrance et des difficultés du personnel.

Comprendre ce qui se passe avec les Docks c'est comprendre un peu plus l'impasse dans lequel nous pousse ce modèle économique. Un modèle entièrement tourné vers une politique de l'offre qui vise à faire réduire le coût des marchandises et à les rendre disponibles à n'importe quel moment.

**« COMPRENDRE CE QUI SE
PASSE AVEC LES DOCKS C'EST
COMPRENDRE UN PEU PLUS
L'IMPASSE DANS LEQUEL
NOUS POUSSE CE MODÈLE
ÉCONOMIQUE. »**

Pour les travailleur·euse·s menacé·e·s par l'automatisation et la robotisation, cela se traduit par toujours plus de flexibilité, de pression, de concurrence, de travail le dimanche, de bas salaire... Qui se baladera encore dans ces immenses galeries quand la précarité sera devenue la norme ? Qui viendra y consommer quand les robots seront omniprésents ? Que deviendront ces projets innovateurs dans quelques années ? On en a bien une petite idée.

JALIL BOURHIDANE, PERMANENT CNE, SUR LES DOCKS.

Avec la CNE, on s'est opposé directement aux Docks. Le marché du commerce sur Bruxelles est déjà saturé et il y a encore deux autres centres commerciaux en construction : le projet NEO au Heysel et Uplace à Vilvorde. On a fait un tract à l'époque de la construction qui dénonçait le fait qu'il n'y aurait pas d'emplois supplémentaires avec les Docks. Les enseignes, qui sont allées aux Docks, ont en fait démenagé. Depuis l'ouverture, il y a une plus grande concurrence avec City 2 ou le Shopping Center de Woluwé. Aux Docks, le chiffre d'affaires se fait le vendredi et le samedi, les autres jours de la semaine, le centre commercial est vide. Ce shopping n'est pas rentable, il risque de fermer. Pour les travailleur·euse·s, il y a une conséquence directe qui est affreuse. Comme ce shopping ne marche pas trop soit à un certain moment on prend des mesures extrêmes pour le rentabiliser, soit on le déclare en faillite. S'il est en faillite, c'est la honte pour les autorités politiques bruxelloises qui ont autorisé une telle aberration. Comment on fait alors pour le rentabiliser et garder l'emploi ? On commence à ouvrir plus tôt et plus tard, plus de dimanches et encore plus tard le vendredi soir. Les autorités pourraient en venir à autoriser les Docks comme zone touristique et donc qu'ils puissent ouvrir tous les dimanches. S'ils font ça, le shopping de Woluwé pourrait aussi le demander. Nous sommes face à une politique commerciale qui n'est réfléchi à aucun endroit et qui ne crée au final aucun emploi supplémentaire. Avec les deux autres centres commerciaux qui vont ouvrir, on ne fait qu'augmenter la concurrence. Au final, ceux qui subissent la concurrence sont les travailleur·euse·s et les petits commerces. On préfère avoir moins d'implantation commerciale où les travailleur·euse·s sont biens plutôt que de la précarité dans plein de Shopping Centers. Le centre commercial qu'ils veulent ouvrir au Heysel est particulièrement horrible. Il répond à toutes les conditions d'organisation d'une société ultra-capitaliste. Il va y avoir les jeux pour enfants, le Burger King, les cinémas. Ils veulent que les commerces soient ouverts le vendredi et le samedi jusqu'à la dernière séance de cinéma, jusqu'à minuit et plus. On se bat contre ça.»

2. RENCONTRE AVEC SAÏDA, DÉLÉGUÉE CHEZ H&M ET JALIL PERMANENT SYNDICAL CNE.

Saïda a travaillé pendant près de 20 ans pour la chaîne de magasins suédois H&M. Aujourd'hui, c'est en tant que militante syndicale que nous l'avons rencontrée avec son collègue Jalil pour avoir leur avis sur l'évolution des conditions de travail dans la vente au détail.

Bonjour Saïda, peux-tu nous présenter ton parcours professionnel ?

– Saïda : J'ai commencé à travailler chez H&M en 1997. Après dix ans, j'ai été confrontée à un problème de management avec un chef. Il a arbitrairement décidé de me changer de magasin et de fonction. J'ai cherché à me défendre et à faire valoir mes droits parce que j'estimais que j'en avais. On m'a bien montré que je ne pourrai pas les faire revendiquer et j'ai décidé de ne pas me laisser faire. J'ai appelé mon syndicat et on a arrangé ça. Je me suis dès lors moi-même impliquée dans le syndicat.

Quelle est la spécificité du travail chez H&M ?

– Saïda : Le secteur du commerce n'est pas très valorisant. Souvent, les gens y arrivent un peu par défaut. Ils ne s'y investissent pas à l'avance. Et puis on s'installe pour différentes raisons, pour l'ambiance, parce qu'on se marie, etc. En ce qui concerne le travail proprement dit, on doit effectuer plusieurs tâches même si notre métier de base c'est la vente directe. On se retrouve un peu à tout faire, on est aussi bien caissière qu'assortisseuse. La caractéristique principale du personnel est qu'il est très jeune. Il y a un grand turnover. Après un temps, les employés s'en vont pour deux raisons : un salaire trop bas et la flexibilité des horaires qui varient de semaine en semaine, tant en heures qu'en jours travaillés.

Comment fait-on pour organiser sa vie privée avec une telle flexibilité ?

– Saïda : C'est très difficile. On accumule deux défauts par rapport à l'horaire : la variabilité et la flexibilité. L'horaire variable, cela veut dire qu'un jour tu te retrouves à faire une ouverture de magasin et l'autre jour une fermeture. L'horaire flexible, c'est quand sur un contrat à temps partiel de 24 heures, je peux faire zéro heure une semaine et 36 heures la semaine suivante. Il faut juste que les 24 heures par semaine soient respectées dans un trimestre. Il faut savoir aussi que chez H&M, et c'est souvent comme ça dans le commerce, tu n'es jamais engagée à temps plein, ou alors très rarement. Tu es engagé pour 24 heures/semaine. C'est ce qui fait que tu as des avenants ou des récupérations sur le trimestre.

Font-ils appel au travail étudiant ? Est-ce que leur présence est vécue comme une concurrence ?

– Saïda : Il y a des étudiants qui travaillent surtout le samedi, il y en a en moyenne deux par magasin. Ils ont des contrats de neuf heures/semaine. Ils peuvent aussi venir d'autres jours, mais c'est plus rare. Le samedi, ils sont bien acceptés parce que ça permet au personnel d'avoir plus de week-end. Mais une fois qu'on les fait travailler en semaine, là ils prennent la possibilité de faire des avenants pour le personnel qui n'a déjà qu'un contrat de 24 heures. Le personnel a un véritable désir de passer à temps plein pour améliorer ses revenus.

Cela fait 20 ans que tu es chez H&M, est-ce que tu as vu une évolution ?

– Saïda : Syndicalement, ici sur Bruxelles, on a réussi à revendiquer des droits et à établir un vrai rapport de force. On a fait des piquets devant les magasins à la rue Neuve et ça a fait bouger les choses. Le comportement des managers est différent selon que vous avez une délégation présente ou pas. Pour faire bouger les choses et pour que nos droits soient respectés chez H&M, on doit créer un rapport de force permanent : menacer de grève, d'inspections sociales... Être délégué, c'est difficile moralement et c'est un travail quotidien. Le plus important ce sont les relations que tu établis. Chaque travailleur est différent. Il faut être à l'écoute, installer une relation de confiance. Les managers d'emblée se méfient de toi. Donc là aussi il faut établir une relation de confiance tout en restant ferme sur les droits.

Comment voyez-vous l'avenir du secteur du commerce ?

– Saïda : Pour moi, le danger vient surtout de la vente en ligne. Tout le monde a un smartphone et va sur internet. À mon avis, ça va faire perdre beaucoup d'emplois. Mais il y a aussi l'automatisation qui va détruire énormément de travail. On fait encore des choses manuellement comme par exemple planifier l'horaire et le travail de la semaine. Bientôt, j'aurai un algorithme qui va le faire. Cela m'enlève du travail.

Il y a aussi sans doute l'arrivée prochaine de la puce électronique RFID. Nous, on ne l'utilise pas encore, mais elle va arriver. Grâce à ce système de traçage, on va pouvoir dire ce qu'on a dans le magasin, ce qui se vend le plus, le vêtement sera traçable de l'usine à la caisse. Cela va optimiser la gestion des stocks. Aujourd'hui, la commerciale met sur une table ce qui a marché ou pas, puis elle décide des commandes qu'elle doit effectuer. Avec la puce RFID, tu ne décides plus rien. C'est la machine qui quantifie et évalue. De plus, si je sais quantifier le nombre de marchandises, je sais aussi quantifier automatiquement le temps de travail nécessaire.

On vit une pression technologique sur notre travail. Le but de cette technologie est que l'on n'ait plus besoin de nous, pour que je n'ai plus à revendiquer. Où est mon utilité avec la machine ? C'est la relation ambiguë que nous avons avec le progrès, on l'aime bien, mais il nous rend inutiles.

On parle aussi de magasins qui seraient des guichets uniquement e-commerce. Tu rentres, tu enregistres ton code et quelqu'un t'amène l'article que tu as préalablement commandé sur internet. Il n'y a presque plus de travailleurs dans ce modèle-là. Et quand ils pourront faire prendre les colis par les robots, il n'y aura plus que les machines et le client dans le magasin.

**« POUR FAIRE BOUGER LES
CHOSSES ET POUR QUE NOS
DROITS SOIENT RESPECTÉS
CHEZ H&M, ON DOIT CRÉER
UN RAPPORT DE FORCE
PERMANENT. »**



Quel est le risque de l'extension des flexi-jobs dans votre secteur ?

– Jalil: En premier, c'est un risque pour le personnel existant. Les flexi-jobbers coûtent moins cher aux patrons. Ils pourraient donc déjà remplacer le personnel qui fait des heures en avenir. Et ceux qui sont à temps partiel auront aussi beaucoup moins de chance à l'avenir de pouvoir avoir un temps de travail plus important.

Deuxièmement, pour les étudiants leur place peut être prise par des travailleurs qui utilisent le flexi-job. Un fonctionnaire qui travaille toute la semaine pourrait prendre un flexi-job le samedi pour arrondir ses fins de mois.

Le troisième risque, extrêmement dangereux, est lié aux flexi-jobbers eux-mêmes. Pour avoir un flexi-job, il faut avoir un temps plein ou au minimum un 3/4 temps. Le flexi-jobber se repose quand s'il travaille le samedi et le dimanche? Avec la fatigue d'une semaine de travail, le risque d'accident de travail risque d'exploser. Et puis politiquement, les flexi-jobs sont inacceptables dans cette forme-là. Ils coûtent moins cher parce que c'est plus du travail où on ne cotise plus pour la sécurité sociale.

Avec les flexi-jobs on détruit la sécurité sociale de tous les travailleur·euse·s.

3. RENCONTRE AVEC NECTARIA PERMANENTE SETCA POUR LE COMMERCE ET JULIEN DOHET SECRÉTAIRE POLITIQUE DU SETCA LIEGE.

Vous avez récemment mené une action de sensibilisation dans le centre commercial de Belle-Île à Liège sur l'extension des flexi-jobs dans le commerce. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi?

– Nectaria : Les actions que nous avons menées début janvier dans les galeries commerciales de Liège visaient principalement le personnel des magasins. Nous sommes allés tracter parce qu'on s'est rendu compte que les travailleurs du secteur ne comprennent pas ce qui va arriver avec les flexi-jobs. On constate que les travailleurs ne sont absolument pas conscients de ce que le gouvernement projette. C'est important, on doit faire un travail d'information. Il est important de réfléchir et de parler avec les travailleurs. Les flexi-jobs dans le commerce ce n'est pas une bonne idée, c'est tuer les avenants de contrats que les travailleurs arrivent encore à avoir lorsqu'il y a un flux plus important de travail. On va augmenter la pression pour plus de flexibilité.

– Julien : Le secteur du commerce est complexe syndicalement. Il n'y a que quelques personnes par magasin et souvent à temps partiel. Le rapport de force est très compliqué à constituer. C'est plus facile dans des grandes enseignes. Dans la galerie Cora, la délégation du magasin est identifiée comme étant une référence pour les plus petits magasins de la galerie. Le délégué Cora ne peut pas intervenir directement auprès du patron des magasins, mais il peut faire remonter une information et fournir des renseignements auprès du personnel des petits magasins.

Ce 2 février, nous avons rencontré Julien Dohet et Nectaria Saraglou du SETCA Liège pour qu'ils nous parlent des difficultés du secteur du commerce et de la précarisation qui y règne. Peu après notre rencontre, le plan de restructuration de Carrefour tombe comme un écho à l'entrevue que nous venons d'avoir.

Cela permet de développer un contact. Cette technique est utilisée dans les zonings où par exemple la grosse boîte devient la référence pour toutes les autres. Ce sont les prémices de ce que l'on appelle le syndicalisme de réseau qui dans un contexte de grande fragmentation du travail peut s'avérer efficace. Dans le secteur du commerce, on est aussi confronté aux problèmes des franchises. Si on prend l'exemple des Carrefour, il y a des délégations syndicales que dans les Hypers. Dans les Carrefour Market qui sont tous franchisés, il n'y a pas d'élection sociale possible parce qu'ils sont en dessous des seuils requis par la loi en terme de personnel. Lors d'une grève, fermer tous les Carrefour Market devient beaucoup plus difficile. Nous devons re-syndicaliser ces secteurs. La pression sur eux est très importante. La plupart du personnel est féminin et à temps partiel, leur boulot est vital. S'organiser et s'opposer c'est plus difficile.

Nous devons repartir des travailleurs pour qu'ils s'organisent. On voit que dans les centres commerciaux, on a un travail très fragmenté. Il y a des étudiants, des intérimaires, des travailleurs à temps partiel et maintenant le gouvernement actuel veut imposer les flexi-jobbers. Il y a un gros enjeu sur le morcellement de la force de travail. Comment on organise cette force de travail? Cela va prendre du temps.

La conscience de classe cela prend du temps. On ne peut pas organiser les choses par en haut. Cela doit venir de la base. Le mouvement ouvrier doit se structurer d'en bas et le syndicalisme doit pouvoir prendre en compte ces nouvelles formes de travailleurs.

**PARTICIPE À NOTRE ENQUÊTE SUR LE TRAVAIL
ET LES JEUNES!**

Les jeunes ont de plus en plus difficile d'accéder à un travail, à des études et à des loisirs de qualité. Pourtant, les organisations patronales et la presse mainstream, ne cessent de vanter la volonté qu'ont les jeunes d'avoir plus de flexibilité dans leur travail. Mais de quoi parle-t-on au fait? Et au fond que désirent réellement les jeunes? Comment interpréter ce qu'ils disent vraiment? Pour en savoir plus, nous avons décidé de mener une enquête sur tout le territoire de la communauté Wallonie-Bruxelles. Si toi aussi, tu veux participer à récolter l'avis des jeunes, contacte-nous!



Pour beaucoup de jeunes aux études, travailler est devenu vital. Mais nous observons que souvent, elles et ils sont vus par les autres travailleur-euse-s comme des concurrent-e-s. Peut-on sortir de ce discours de la concurrence avec ces jeunes travailleur-euse-s ?

– Julien : La position du Setca est de dire qu'il faut les reconnaître comme des travailleurs et essayer qu'ils s'organisent en conséquence. Mais il reste que nous pensons que nous sommes sur une mauvaise ligne idéologique. Nous avons contesté l'augmentation du nombre d'heures de travail étudiant possibles.

Le travail étudiant n'est plus un travail qui se fait lors de vacances. Il peut se faire tout le temps. On est contre cela. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas comme ça que l'on doit prendre le problème du manque d'argent des étudiants. Les études doivent être gratuites et les bourses d'études doivent être renforcées. Les étudiants ne doivent pas avoir à travailler pour financer leurs études. On est dans une situation où ceux qui ont les moyens font des études et ceux qui n'ont pas les moyens travaillent pour occasionnellement étudier. Le débat doit être recentré sur le coût des études qui doit diminuer sinon on prend le débat à l'envers. Faire des étudiants des travailleurs sous-payés ne peut pas être une solution. On a à faire à des jeunes travailleurs qui ont basculé dans la précarité et qui essaient à travers les études de sortir de celle-ci. On n'est plus dans une situation où le travail étudiant permettait de se faire un peu d'argent de poche. Il ne faut pas se tromper de combat. Le combat est de faire en sorte que les jeunes plus défavorisés obtiennent le droit à des conditions matérielles pour étudier.

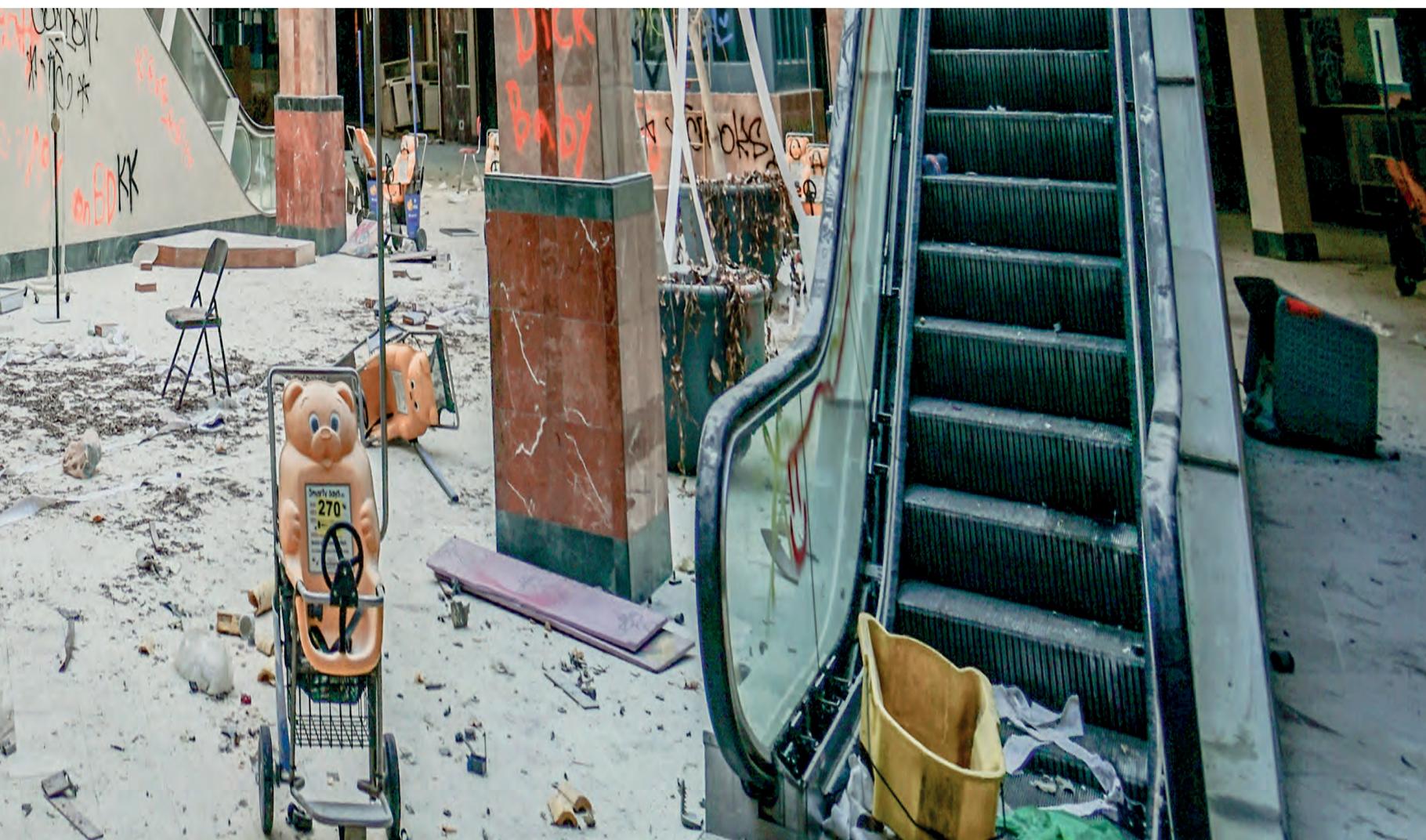
– Nectaria : C'est bien beau de dire job, job, job. Oui c'est du job, mais ce n'est pas du travail. C'est momentané, cela te donne une petite dringuelle pour finir ta fin de mois. Un job c'est ponctuel, c'est une durée déterminée. Cela ne permet pas d'aller à la banque pour faire un prêt et acheter une maison.

Qu'est-ce qu'il faudrait revendiquer dans ce secteur pour que les choses s'améliorent ?

– Nectaria : Dans le secteur du commerce, le travail se dégrade parce que nous avons une réelle modification du modèle de consommation. On a énormément de gens qui fonctionnent avec l'e-commerce. Le chiffre d'affaires dans les magasins est à la baisse. Je pense que la politique d'achat du consommateur est modifiée. Les entreprises sont incitées à fermer certains sites et à diminuer les frais de fonctionnement. Le chiffre d'affaires conditionne tout le management. Donc à partir de là, actuellement le personnel est vraiment sous pression. Il n'en reste pas moins que les magasins deviennent un outil accessoire au e-commerce. Les gens viennent dans le magasin pour essayer, et voir si ça leur plaît. Et puis ils l'achètent sur les sites de e-commerce. Il y a parfois une concurrence déloyale entre le e-commerce et le magasin. Et puis, on en arrive avec une telle cannibalisation du commerce avec les centres commerciaux qu'il est temps de réglementer et d'arrêter leur expansion.

Une des grandes revendications que nous avons dans le commerce, ce sont des meilleurs contrats qui permettent de vivre avec moins de précarité. CDI et temps plein pour les travailleurs qui sont en demande. Il y a énormément de femmes qui se trouvent seules avec des enfants et qui cherchent un temps plein. Il faut aussi avoir une vraie politique d'accueil des enfants et une prise en compte d'un aménagement de la vie professionnelle en fonction de la vie de famille. Lorsque vous êtes en horaire variable, votre vie de famille prend des coups. Vous n'avez plus aucune stabilité au niveau horaire.

– Julien : Face à la menace du numérique et de l'automatisation, on plaide pour une modernisation de la taxe sur la force motrice, qu'on pourrait appeler la taxe sur les robots, qui irait chercher la plus-value pour financer une réduction collective du temps de travail. Pour le secteur du commerce, ce serait vraiment une solution, les travailleuses se rapprocheraient ainsi plus près du temps plein. C'est un mécanisme de redistribution des richesses.



Mon retour en Palestine...

Par Margaux

Partir en Palestine fut une épreuve. Lorsqu'on vous dit qu'on n'en revient pas indemne, sachez que c'est vrai. Je suis partie en Palestine pour bien des raisons, mais la raison principale est familiale.

Mon père a refusé de faire son service militaire, il était objecteur de conscience. Il est parti pendant deux ans, en compagnie de ma mère, en coopération au développement en Israël. C'était entre 1984 et 1986. Ils y ont vécu 2 années magnifiques qui ont été une base forte de leur couple et de notre famille. C'est donc tout naturellement qu'il y a dix ans nous sommes allés en vacances deux semaines en Israël. Nos parents nous ont montré où ils ont vécu, les endroits qu'ils ont aimés. Dans notre parcours, il n'y avait pas de visite de lieux dit problématiques et par-là mes parents entendaient les territoires occupés tels que Bethléem. Ce fut des vacances paisibles, sans aucune conscience de ce qui pouvait se passer de l'autre côté du mur. Arrive le jour où au moment de quitter Jérusalem, nous arrivons directement face à un immense mur. Il sépare Israël de la Palestine. Mon père a vite fait demi-tour, il est devenu tellement rouge de colère et de honte que j'ai commencé à me poser des questions.

Suite à cet épisode marquant et après des années de recherches sur le sujet, mon envie de partir voir ce qui se passait sur place est apparue. C'est après avoir entendu parler qu'un voyage de jeunes se préparait, que je me suis dit que c'était le moment. La préparation du voyage annonçait déjà la couleur. Nous avons eu des formations sur la manière dont nous devrions nous comporter, sur ce qu'il fallait dire ou ne pas dire, sur l'histoire du conflit, sur la protection des données cellulaires. Tout cela pour nous préparer à l'arrivée sur le territoire israélien, au possible interrogatoire à l'allée ou même au retour, pour savoir que dire ou que faire si on se faisait contrôler sur place ou à des check-points.

Lorsque nous sommes arrivés à l'aéroport, nous sommes restés plus de 4 heures sans rien avoir à manger et à boire. Tout cela parce que les jeunes d'origine maghrébine se sont faites arrêter pour être interrogés. Évidemment le mot d'ordre était : nous ne partons pas sans que le groupe soit au complet. Passés tous ces désagréments, nous avons enfin pu sortir de l'aéroport et nous rendre à Jérusalem. Le voyage commençait.

Lors de nos deux jours à Jérusalem, nous avons rencontré un travailleur de l'ong B'Tselem avec qui nous avons fait un tour du « grand Jérusalem ». Ce territoire a été annexé par les israéliens et le respect des droits de l'homme y est bafoué. À Silwan, le plus vieux quartier de Jérusalem, nous avons rencontré une dame qui s'occupait d'un lieu où se réunissaient des jeunes et des femmes. Elles avaient accès à certaines activités et elles partageaient leurs expériences sur les colons qui ont investi leur quartier et qui l'ont détruit petit à petit. Selon les colons, le quartier se trouve être sur l'ancienne cité de David. Les palestiniens y vivant reçoivent des avis de destruction pour leurs maisons. Ils n'ont pas le choix et ils doivent en plus payer pour les frais démolition. Cette rencontre m'a beaucoup marquée. Malgré toutes les histoires racontées, il y avait toujours une lueur d'espoir dans les yeux de la femme qui nous a transmis ce témoignage. Lorsqu'elle nous voyait pleurer parce que nous étions sous le choc, elle nous rassurait. Pendant cette rencontre, une bombe sonore est tombée. Nous ne savions pas ce que c'était et nous avons tous paniqué. Elle nous a rassurées et nous a expliqué que ça arrivait régulièrement lorsque les enfants sortaient de l'école afin de garder un climat de crainte parmi la population.

Je ne vais pas reprendre tout ce que nous avons visité lors des dix jours sur place, ça ferait une trentaine de pages. Mais voici tout de même ces quelques lignes pour vous expliquer ces endroits marquants que nous avons visités, ces visages qui nous ont touchés et ces personnes qui nous ont transmis tant de choses.



À Hébron, nous avons rencontré l'association Human Rights Defenders avec qui nous avons fait la visite de la ville. Lors de la visite, beaucoup d'entre nous se sont sentis opprimés. Moi-même, je commence seulement à oser en parler. À chaque pas que nous faisons, nous étions épiés par les colons et les militaires. Cette oppression que nous avons sentie du bout des doigts, eux la vivaient constamment et c'était limite devenu normal. Cette normalité m'a choquée et profondément touchée.

Dans la vallée du Jourdain, nous avons rencontré la Jordan Valley Solidarity qui utilise une technique consistant à faire une maison en 24h grâce à des briques de terre afin que la construction ne soit pas interrompue par les israéliens. Et si la maison venait à être détruite, elle peut être reconstruite aussi vite.

Le camp d'Aida...il y a tellement de choses à dire. C'est un camp de réfugiés palestiniens au cœur même de la Palestine pas loin de Bethléem. Nous avons visité là-bas une maison de jeunes qui nous a beaucoup étonnées. On y faisait de l'éducation permanente bien mieux qu'on ne le fait ici en Belgique !

Le plus difficile pour moi a été la rencontre avec l'association Defense for Children International. DCI défend les enfants prisonniers. Lors d'autres visites, nous avons déjà abordé ce sujet. Nous avons été déjà mis au courant des tortures physiques et psychologiques présentes dans ces prisons, mais lors de cette rencontre l'injustice qui se passe a pris une ampleur plus grande et est devenue pour moi insoutenable. Ce qui se passe en Palestine est au-delà de ce qu'on peut s'imaginer, c'est seulement une fois sur le « terrain » qu'on se rend compte de l'ampleur du colonialisme, de l'apartheid ...Il y a tellement de choses à dire sur ce voyage, sur les gens et les associations que nous avons rencontrés. Nous avons aussi logé chez l'habitant et nous avons eu des échanges plus décontractés, les personnes nous racontaient leur histoire. En Palestine, j'ai perdu mon insouciance et je ne pense pas être seule dans ce cas, changée pour toujours.

Nous posons souvent la question : « *Que pouvons-nous faire concrètement pour vous aider ?* » La réponse que nous avons à chaque fois était : « *Expliquez ce que vous avez vu, témoignez* ». C'est maintenant ce que je tente de faire, transmettre tout ce que j'y ai vu : l'horreur, la misère, l'injustice. Mais aussi l'espoir, la résistance, la résilience.

J'y retournerai sans plus hésiter. Résister pour vivre, vivre pour résister !



Verviers, commune hospitalière : la victoire d'une première étape.

Par Amine

À l'heure actuelle, nous vivons dans un monde au sein duquel la migration est davantage considérée comme étant négative et interdite. Dans le contexte actuel des politiques migratoires restrictives et répressives, nous pensons qu'il est essentiel de valoriser les droits sociaux, économiques, culturels ou encore politiques des migrants vivant à Verviers afin qu'elles et ils soient considéré·e·s comme de vrais citoyen·e·s de notre commune.

Tout a commencé par appel citoyen invitant les Verviétois sensibles à la thématique de la migration de se joindre à nous lors d'une rencontre qui a lieu le 26 juin 2017 dans les locaux du CRVI. Ainsi, nous avons réfléchi à comment interpeller nos élus locaux afin de faire de Verviers, à l'instar de Montréal ou Barcelone, une commune hospitalière. Une commune qui s'engage, par l'adoption d'une motion, à prendre des mesures concrètes pour être plus ouverte et respectueuse envers les migrant·e·s, qu'elles soient là depuis longtemps ou non, réfugié·e·s, travailleur·euse·s ou encore sans-papiers.

Pour cela, nous sommes partis d'une « motion type » proposée par le CNCD et nous avons adapté son contenu afin qu'elle corresponde à la réalité du terrain verviétois. Suite à cette rencontre associative et citoyenne, nous avons décidé d'interpeller le conseil communal à la date du 25 septembre 2017, et ce, à travers l'introduction d'une motion intitulée « Verviers commune hospitalière ». Pour cela, nous avons lancé un appel à la mobilisation devant le conseil communal de Verviers.

Suite à cette interpellation introduite par Yamina Bounir (citoyenne très active sur la question de la migration) et soutenue par une cinquantaine de personnes, le conseil communal a décidé d'ouvrir le débat au départ du premier texte et nous a proposé de le retravailler en concertation avec nous afin d'apporter des modifications et puis de le soumettre au vote dans les mois qui suivent. Pour cela, deux échevins ont été chargés de se concerter avec nous pour aboutir à un nouveau texte qui tiendrait compte des efforts accomplis jusqu'à maintenant par les autorités communales

verviétoises, mais sans pour autant que celui-ci soit déforcé.

Nous avons pu mettre sur pied une motion *Verviers Commune hospitalière* et nous avons choisi la date du 29 janvier 2018 pour la déposer. Ainsi, nous avons lancé un appel à la mobilisation devant le conseil communal pour cette date afin de marquer notre soutien à ces engagements envers les migrants, pour fêter un vote d'adhésion le plus large possible autour de cette motion et pour rappeler que nous resterons vigilants à la mise en œuvre concrète des engagements pris par notre Ville.

Suite à cette interpellation, nous avons réussi à bénéficier du soutien de la majorité, à savoir le PS, le CDH et ECOLO. Quant au MR et au PP, les membres du premier ont souhaité s'abstenir et ne pas voter alors que le vote du seul élu du deuxième parti n'avait aucune importance. Nous aurions voulu que la motion puisse passer à l'unanimité. Néanmoins, ce n'était pas notre priorité. En effet, nous ne voulons pas que cette unanimité se fasse au détriment d'une motion forte qui engagerait la ville de Verviers à sensibiliser ses habitants sur l'accueil de migrants et sur l'importance de ne pas se replier sur soi.

Nous savons que tout ce qui touche à la thématique de la migration n'est pas du ressort du pouvoir communal, mais qu'il découle plutôt du fédéral ou du régional. Dès lors, la motion jouera le rôle de catalyseur entre ces trois niveaux de pouvoir et nous permettra de mieux nous défendre face à une législation qui viendrait d'en haut. Elle propose par exemple de mettre en place des formations continuées sur des thématiques telles que l'immigration et l'interculturalité pour les agents communaux et les policiers; de faciliter la transmission d'informations, et ce, peu importe le niveau de français de la personne.

Depuis le mois de juin 2017, un grand travail a été effectué pour aboutir à la motion qui vient d'être votée par le conseil communal de Verviers. Pour mettre toutes les chances de notre côté et de voter une motion forte avec des engagements concrets, des efforts de sensibilisation de certains élus ainsi que des concertations avec des institutions telles que la police, étaient nécessaires. C'est une victoire, mais c'est notamment là où tout commence déclare Virginie Fyon de La Belle Diversité Asbl à Televesdre lorsqu'on lui demande son avis sur le vote de cette motion. En effet, nous allons rapidement nous réunir entre nous (associations et citoyens) pour réfléchir à comment allons-nous nous organiser pour être attentifs à la manière dont les engagements seront respectés et veiller aussi à une application de cette motion sous forme d'actions concrètes.

Les JOC Verviers seront eux aussi attentifs à l'application de cette motion parce qu'il n'est point question de baisser les bras. Nous venons à peine de commencer un long chemin. Savourons cette victoire mais préparons la suite.



Anatomie de la pieuvre lobbyiste

À Bruxelles le CEO (Corporate Europe Observatory) organise des parcours pour vous faire découvrir le monde caché et omniprésent du lobbying, une pieuvre gigantesque qui enserre la communauté européenne de ses tentacules.

Colonie :

On compte 11 500 lobbyistes déclarés à Bruxelles mais leur nombre est estimé à 25 000, voire plus.

Habitat :

Les représentants des octopodes vivent sur les 4 km² de rivage bordant la Communauté européenne. Pour générer son habitat, des quartiers entiers ont été détruits par les pouvoirs publics. Les rochers qui grouillent en journée sont abandonnés le soir et deviennent un littoral fantôme où traîne parfois un bernard l'hermite sans abris.

Epiderme :

La peau fragile provoque chez l'espèce un replis sur elle-même, elle préfère agir dans l'ombre, craint la publicité autour de ses activités et le contact avec les journalistes, les ONG et les militants de tous poils. Elevés au sein de la poche des écoles privées, les jeunes créent des liens qui leur serviront plus tard lors des cocktails et des dîners mondains.

Système digestif :

Organe spécialisé qui filtre les lois. Si une loi est jugée bonne pour l'organisme, on facilite son assimilation par un coup de fil. Si par contre elle est jugée peu digeste ou présente un danger pour les bénéficiaires, l'organisme entreprend une longue procédure de ralentissement et parvient à force d'amputations à lui enlever toute pertinence.

L'intestin

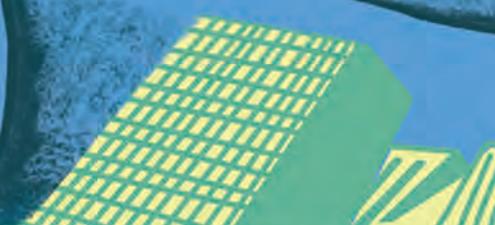
Cet organe fabrique des lois. Ses particules rodées à cette tâche (hommes d'affaires, avocats...) écrivent des lois prêtes à l'emploi pour les parlementaires européens et prédigérées, elles ont pour but de présenter les priorités de l'industrie dès la phase initiale.

Poche à encre :

Phénomène le plus connu des profanes, la pieuvre se sert de son nuage d'encre pour cacher ses véritables ambitions qui servent rarement les intérêts du plus grand nombre.

Nourriture :

La nourriture principale des céphalopodes du lobby est l'argent : 1,5 milliard d'euros sont déclarés chaque année mais aucune équipe d'océanographes ne tient de comptabilité précise. Une fois digérée, elle alimente l'influence de la colonie.



Systeme musculaire du membre préhensil :

chaque ventouse a développé une fonction spécifique.

Cabinets d'avocats :

multitude de petites ventouses réparties dans les rues adjacentes au conseil européen dont le nombre est indéfini selon les naturalistes qui leur reconnaissent ou non l'usage.



L'entreprise :

elle veille à ses intérêts auprès de l'UE. L'industrie automobile a par exemple, caché les réels dangers des émissions de CO₂ par des menaces de délocalisation et de perte d'emplois.

Lobbies patronaux et industriels :

Ses membres soutiennent la politique néolibérale et le programme d'austérité. Exemple : l'industrie chimique a obtenu récemment la production de glyphosate malgré les menaces pour la santé et l'environnement.

Consultants & Think tanks :

ventouse adventive privée à compétences spécialisées, par une rythmique lancinante et répétitive, elle manipule le débat public.

ONG et syndicats :

ventouse minuscule, le seul secteur financier dépense 30 fois plus que toute la société civile. Autre différence physiologique, l'activisme politique des citoyens engagés n'est pas rémunéré face à des professionnels payés travaillant en continu.

Systeme nerveux :

Après plusieurs cycles passés dans le sérail de la communauté, le fonctionnaire européen peut muer et se transformer en cellule privée. La répétition de ce phénomène fait craindre l'apparition du cancer du manque d'impartialité.



Systeme immunitaire :

la pieuvre a développé en marge des programmes politiques un nouveau système de défense : le secret d'affaires qui les protège des parasites tels que les journalistes, lanceurs d'alerte et autres dénonciateurs potentiels.





Une publication des
Jeunes Organisés & Combatifs

Retrouve-nous sur
WWW.JOC.BE
FACEBOOK: JOC WALLONIE BRUXELLES
TWITTER: JOC_BE

Editeur responsable: Antoine Roisin
JOC - JOCF asbl
4, rue d'Anderlecht - 1000 Bruxelles



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

COMMENT NOUS REJOINDRE

BRUXELLES

19, Rue Pléтинckx 1000 BRUXELLES
jocbruxelles@joc.be jocfbruxelles@joc.be
Fb: Joc Bruxelles

CHARLEROI

167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI
charleroi@joc.be joccharleroi@joc.be
Fb:Joc Charleroi

LA LOUVIÈRE

2, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE
joclalouviere@joc.be
Fb: Sandrine Joc La Louvière

LIÈGE

29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE
jocliege@joc.be
Fb: Joc Liege

MONS

10, Rue M. Bervoets 7000 MONS
jocmons@joc.be
Fb: Joc Mons

NAMUR

17, Place l'Ilon 5000 NAMUR
namur@joc.be
Fb: Joc Namur

VERVIERS

25, Rue du Palais 4800 VERVIERS
jocverviers@joc.be
Fb: Joc Verviers

SECRETARIAT NATIONAL

4, Rue d'Anderlecht 1000 BRUXELLES
Tel: 02/513 79 13
secretariat.joc@joc.be